

PREFECTURE DE L'ARDECHE

1ère Direction
4ème Bureau

REFERENCE A RAPPELER

PC/HB

TEL. (75) 64-01-77. POSTE 449

TELEX PREFARD 345 138

ENVIRONNEMENT
Installations Classées

A.P n° 1D/4B - 82/12

BOITE POSTALE 721
07007 PRIVAS CEDEX

LE

SIMRA

- 8 AVR. 1982

AUBENAS N° 291

ARRETE PREFECTORAL

Imposant à la S.A T.R.L "TERLAN" des prescriptions additionnelles relatives au rejet des eaux résiduaires, en complément des prescriptions générales annexées au Récépissé de Déclaration n° 1669/DIV - 80/3/HYD du 24 janvier 1980.

LE PREFET DE L'ARDECHE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, notamment son article 11 ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour son application, notamment son article 37 ;

VU le tableau annexé au décret n° 53.578 du 20 mai 1953, constituant la Nomenclature des Installations Classées, modifié, notamment par le décret n° 77.1134 du 21 septembre 1977 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1D/4B-78/42 du 19 juin 1978 relatif aux prescriptions générales applicables dans le Département de l'ARDECHE ;

VU le récépissé de déclaration n° 1669/DIV - 80/3/HYD délivré à la S.A T.R.L "TERLAN" le 24 janvier 1980, relativement à la création d'une Installation Classée soumise à déclaration ;

VU le rapport en date du 16 décembre 1981 de M. l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis formulé par le Conseil Départemental d'Hygiène au cours de sa séance du 18 février 1982 ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de l'ARDECHE ;

- A R R E T E -

ARTICLE 1er - Récépissé de déclaration :

Il est donné récépissé à M. le Président Directeur de la S.A T.R.L "TERLAN", 20 Rue Dumont d'Urville 75116 PARIS de ses déclarations du 30 novembre 1979 et 10 janvier 1980 relative à la création d'une installation classée soumise à déclaration située sur la Commune de PRIVAS, Z.A.D, "Le Moulin du Seigneur" - NORD.

.../...

271 - 2° : Fabrication des matières plastiques, plastomères ou élastomères ou des produits intermédiaires pour l'obtention de telles substances à l'exception du celluloïd ; par tous procédés ; la capacité de production étant supérieure à 10 T/an mais inférieure à 100 T/an.

89 - 2° : Broyage, concassage, ensachage de produits organiques.

- emploi de matières plastiques ou résines synthétiques comportant des opérations telles que moulage, trempage, extrusion, polymérisation à chaud ou à froid, activité rangée sous le n° 272-A-2° ;
- emploi de matières plastiques ou résines synthétiques par des procédés mécaniques tels que découpage, sciage, meulage ; ... activité rangée sous le n° 272 - B ;
- chauffage par fluide caloporteur, la température d'utilisation étant supérieure au point de feu et la capacité du circuit comprise entre 100 et 1 000 litres, activité rangée sous le n° 120 - 1 - B - 2° ;
- dépôt de liquide inflammable de 1ère catégorie (PE 34è) représentant une capacité totale supérieure à 10 m³, mais inférieure à 100 m³, rangé sous le n° 253 ;
- dépôt de propane en un réservoir fixe de 7 tonnes rangé sous le n° 211 - B - 1 ;

de la Nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les prescriptions générales annexées au récépissé 1669/DIV / 80/3/HYD du 24 janvier 1980 sont applicables.

ARTICLE 2 - Capacité de production :

- par application de l'article 36 du décret 77.1133 du 21 septembre 1977 (bénéfice de l'antériorité), l'usine peut produire 800 T/an de polyamide, 360 T/an de polyester, 420 T/an de mélange E.V.A (Ethylène, Vinyl, Acetate).
- tout projet d'augmentation de capacité de production devra faire l'objet d'une demande d'autorisation.

ARTICLE 3 - Prescriptions complémentaires :

Jusqu'au fonctionnement satisfaisant d'une station d'épuration industrielle :

- 1°) Les eaux résiduaires issues de la synthèse polyamide (environ 600 l/j) seront confiées à un éliminateur de déchet industriel agréé à cet effet.
- 2°) Les eaux résiduaires en attente d'expédition seront stockées à l'intérieur d'une cuvette de rétention étanche ayant comme capacité minimale la taille du plus gros réservoir ou 25 % de la capacité de stockage ;

.../...

3°) Il sera ouvert un registre réservé aux enlèvements d'eaux résiduaires sur lequel devra être mentionné :

- la nature de l'effluent ;
- le poids ou le volume enlevé ;
- le nom de la société de ramassage ;
- la destination de l'effluent ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule d'enlèvement.

4°) Le registre devra être conservé pendant une durée de 5 ans à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Mensuellement, pendant six mois, puis trimestriellement, une copie du registre relatif à la période considérée sera adressée à l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 4 - Le bénéficiaire se conformera aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les Installations Classées.

En outre, l'Administration se réserve le droit de prescrire, en tout temps, toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées au présent arrêté qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de la salubrité publique ou pour diminuer les inconvénients résultant du voisinage de cette installation et ce sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à un dédommagement quelconque.

ARTICLE 5 - Sauf cas de force majeure, si l'exploitation était interrompue pendant un délai de deux ans, une nouvelle autorisation serait nécessaire.

ARTICLE 6 - En aucun cas, le présent arrêté peut être considéré comme valant permis de construire.

ARTICLE 7 - Les droits des tiers sont formellement réservés.

ARTICLE 8 - Une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de PRIVAS et mise à la disposition de toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la Mairie pendant une durée d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire et transmis à la Préfecture de l'ARDECHE - 1ère DIRECTION 4ème Bureau - Environnement.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire.

.../...

Un avis au public sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le Département.

ARTICLE 9 - Le pétitionnaire devra toujours être en possession de cet arrêté et le présenter à toute réquisition de M. l'Inspecteur des Installations Classées aux visites duquel il devra soumettre son établissement.

ARTICLE 10 - M. le Secrétaire Général de l'ARDECHE, M. le Maire de PRIVAS, M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Inspecteur des Installations Classées, M. le Directeur Départemental de l'Equipement, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Civile, Inspecteur des Services d'Incendie et de Secours, M. le Chef du Service Départemental d'Architecture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté.

FAIT A PRIVAS, le 1er AVRIL 1982


Pour ampliation,

POUR LE PRÉFET,
le Chef de Bureau délégué



A. CANCE

LE PRÉFET,



Pierre BENAZET.